

www.delaplanete.org / No 7 janvier-février 2003

## Notre service de renseignement sur l'environnement

Traduction : Benoit Lambert

### **La banque mondiale cesse de négocier le financement d'un projet minier en Roumanie**

Par David Taylor

Le 10 octobre 2002, la Banque mondiale a mis un terme à ses négociations avec la compagnie canadienne *Gabriel Resources*, qui souhaitait constituer un capital pour reprendre et agrandir une mine gérée par l'Etat roumain, qui en est également propriétaire. Dans une démarche très inhabituelle, le président de la Banque mondiale, M. James Wolfensohn, a demandé à la section de la banque accordant des prêts privés, l'*International Finance Corporation* (IFC), de refuser cette demande.



Les écologistes ont présenté à Wolfensohn des dessins, dont celui-ci, de Ioana Sava, 15 ans, qui vit près du site.

M. Wolfensohn a pris cette décision après avoir discuté avec deux militants roumains d'ONG environnementales durant les rencontres annuelles de la banque, en septembre dernier. Cette discussion provoqua l'intervention du président dans les discussions préliminaires entre la compagnie et l'IFC.

Le prêt de 100 millions de dollars aurait permis à *Gabriel Resources* d'entreprendre le développement de la mine à ciel ouvert Rosia Montana, située dans les montagnes à l'Ouest de la Transylvanie, pour y exploiter de l'or et de l'argent. Depuis deux ans la compagnie a levé 90 millions de dollars pour la mine, dont l'exploitation pourrait rapporter 400 millions de dollars à l'entreprise. La mine proposée serait exploitée sur 2'500 hectares pendant 16 ans, et exploiterait une quantité d'or estimée à 300'000 kilogrammes, et d'argent estimée à 1'600'000 kilogrammes.

Les risques de pollution des cours d'eau liés à l'usage de cyanure pour extraire l'or du gisement inquiètent les environnementalistes. Ces derniers signalent une supervision lacunaire par les autorités dans le passé : en 2000, une retenue de cyanure dans une mine à Baia Mare, en Roumanie, s'est rompue et a pollué les rivières Tisza et Danube. L'incident a tué 1'200 tonnes de poisson et pollué l'eau de 2,5 millions de personnes.

La mine nécessiterait par ailleurs la délocalisation de plus de 2200 personnes. *Gabriel Resources* a entrepris d'offrir de l'argent comptant aux propriétaires pour les inciter à déménager dès juin 2002, payant approximativement 35'000 dollars par habitation.

"C'est l'équivalent de 30 ans de travail" a déclaré Simon Lawrence, le vice-président chargé du développement chez *Gabriel*. "100 dollars est le salaire moyen des Roumains. C'est une chance inespérée de vendre une maison qui a très peu de valeur à leurs yeux." Depuis que la banque mondiale a mis un terme aux négociations, les offres d'achat ont été reportées. La Roumanie est un des pays parmi les plus pauvres en Europe centrale et de l'Est, et le gouvernement tente de privatiser son industrie minière pour relancer son économie domestique et pour faciliter son accession à l'Union Européenne. En octobre 1999, le gouvernement central a déclaré la région de Rosia Montana "zone désavantagée", statut qui exempterait *Gabriel* du paiement des droits de douane, et de celui d'impôts sur la production et ses revenus jusqu'en octobre 2009.

Il y a deux ans, lorsque *Gabriel* cherchait des soutiens locaux, elle fit publier une publicité dans les journaux locaux, affirmant que la mine créerait entre 3'000 et 20'000 emplois. Aujourd'hui, la compagnie affirme que 3'000 emplois seraient créés durant les deux ans de construction du site, mais admet que cette phase terminée, elle emploiera entre 300 et 500 personnes. "Ils ont mené une campagne de désinformation bien orchestrée" nous affirme Françoise Heidebroek, la porte-parole d'Alburnus Maior, un groupe local qui s'oppose au projet et a envoyé un délégué aux rencontres avec la Banque mondiale.

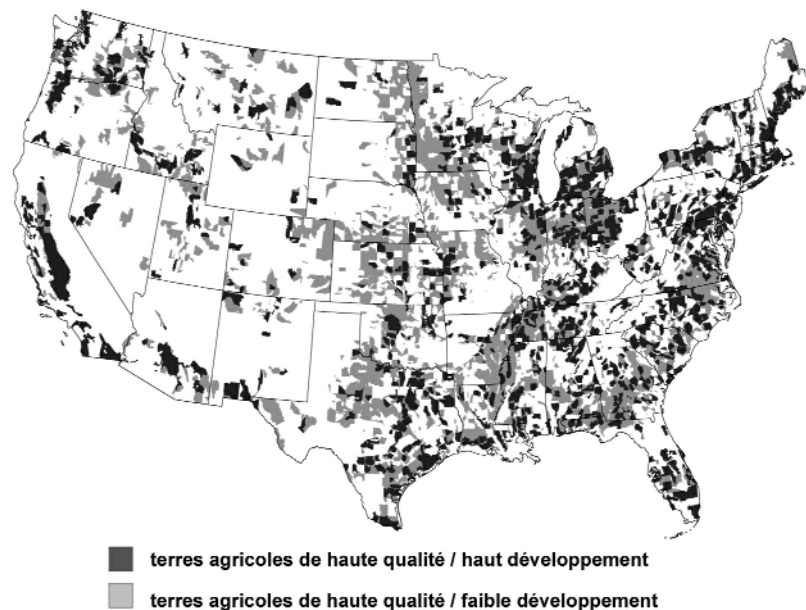
Heidebroek affirme également que le gouvernement de son pays était hautement corrompu, et avait tenté d'empêcher les militants roumains de se rendre aux rencontres avec la Banque mondiale. L'organisation *Transparency International*, basée en Allemagne, publie un Index annuel de la corruption, cataloguant la perception du degré de corruption d'un pays sur une échelle de 0 (les plus corrompus) à 10 (les moins corrompus). La Roumanie a obtenu la note de 2.8 sur l'index 2001.

Les perspectives pour l'avenir de la mine demeurent incertaines. L'IFC affirme que sa décision d'abandonner les négociations n'était pas uniquement en réponse aux directives de Wolfensohn. "La compagnie a jugé qu'elle pourrait avancer plus rapidement avec des capitaux privés", a affirmé Yasmin Tayyab, le coordinateur des relations de l'IFC avec la société civile. A Prague, Jozef Feiler qui collabore avec le Réseau européen Bankwatch pour l'Europe centrale et de l'Est, affirme, pour sa part, que le retrait de l'IFC, qui attire habituellement quatre fois sa mise de la part d'investisseurs privés, est un échec très important pour ce projet. "J'ai le sentiment que le capital privé hésite à s'engager dans une affaire aussi douteuse. Habituellement, un refus de la Banque mondiale envoie un signal 'vendre', mais définitivement pas un signal 'acheter'", a déclaré Feiler.

### ***Des études démontrent que l'étalement urbain augmente la sécheresse et menace les terres cultivables***

*Par Curtis Runyan*

Selon un nouveau rapport des associations *American Rivers*, *Natural Resources Defense Council* (NRDC) et *Smart Growth America* (l'Association pour une croissance économique adaptée), l'étalement des villes dû à la multiplication des banlieues aux Etats-Unis limite considérablement la quantité d'eau s'écoulant dans le sol pour recharger les nappes phréatiques et assurer un approvisionnement souterrain aux rivières et aux lacs. Le rapport estime que des centaines de milliards de litres d'eau dans les régions métropolitaines américaines sont perdus chaque année des suites de l'augmentation rapide de constructions imperméables réalisées pour le trafic automobile. Les surfaces dédiées aux transports - dont les routes, les stationnements, y compris autour des habitations privées - représentent plus de 60% des zones imperméables dans les quartiers de banlieues. Selon le rapport, les parkings commerciaux participent pour une bonne part au problème : "Un parking d'un acre renvoie 16 fois plus d'eau qu'une prairie".



Carte adaptée de *Farming on the edge*, American Farmland Trust, 2002

L'étude a examiné les 20 régions où l'étalement urbain est le plus sévère et a estimé l'imperméabilité des nouveaux développements dans chaque région, prenant en considération le type de sol, et le type de pluie qui y tombe. A Atlanta, la ville américaine où l'étalement urbain est le plus important, la croissance des banlieues depuis 1982 a causé l'élimination rapide, chaque année, de 215 à 503 milliards de litres d'eau vers les ruisseaux et les rivières. Uniquement à Atlanta la quantité d'eau ainsi expédiée loin des lieux d'habitation pourrait approvisionner entre 1.5 à 3.6 millions de personnes chaque année. Boston, qui a perdu 250'000 hectares à l'étalement entre 1982 et 1997, enregistre un déficit de 166 à 386 milliards de litres d'eau chaque année. Les autres villes avec le plus haut taux d'étalement sont Washington, Houston, Texas et Philadelphie en Pennsylvanie.

Plus d'un tiers des Américains dépendent de l'eau des puits et de l'eau venant du sous-sol pour leur approvisionnement en eau potable. Avec les avancés rapides du bitumage, et de zones construites, des quantités importantes d'eau sont évacuées par des canalisations à haut débit, plutôt que filtrées dans le sol pour recharger leurs nappes phréatiques et approvisionner les rivières et les ruisseaux souterrains. "Tandis que le développement urbain excessif élimine toujours davantage d'eau de pluie au lieu de renouveler les réserves en eau, les conditions propices aux sécheresses s'accroissent", prévient Deron Lovaas du NRDC.

Conduite par l'*American Farmland Trust* de Washington DC, une autre étude révèle que les Etats-Unis perdent environ un hectare de terre par minute, essentiellement dû à l'étalement. Entre 1992 et 1997, les villes et leurs banlieues ont bitumé près de 3 millions d'hectares de terres agricoles - une zone aussi grande que l'Etat du Maryland. " Le plus inquiétant est que nous perdons nos terres de qualité - les plus adaptées pour produire de la nourriture - le plus rapidement" s'inquiète Ralph Grossi, président de la fiduciaire. Alors que moins d'un cinquième des terres agricoles aux Etats-Unis sont de haute qualité, les terres agricoles les plus fertiles sont recouvertes de bitume 30% plus rapidement que les terres moins productives.

Le rapport a constaté que plus de 85% des fruits et des légumes américains sont cultivés à proximité des régions urbaines, des zones menacées par la croissance rapide de l'étalement. Alors que la population américaine a cru de 17% entre 1982 et 1997, l'espace urbain a cru, lui, de 47%. Et l'espace utilisé par personne, a pratiquement doublé depuis 20 ans selon le rapport. Or depuis 1994, les habitations installées sur 5 hectares, ou davantage, sont responsables à 55% de l'étalement sur les terres cultivables.

Selon le rapport, c'est le Texas qui mène le pays dans cette destruction de la terre arable. L'Etat y a couvert plus de 166'000 hectares de terres arables de la plus haute qualité entre 1992 et 1997. L'Ohio, la Géorgie et la Caroline du Nord ont suivi, chacun ayant perdu environ 9500 hectares chacun. Les deux rapports exigent une planification urbaine plus efficace et l'adoption des principes de "croissance adaptée" (*smart growth*) pour concentrer le développement dans des zones déjà urbanisées. Ces mesures incluent la construction de zones plus compactes, la préservation d'espaces verts et des terres agricoles, le zonage de communautés pour favoriser un usage mixte (tisser des communautés dont l'usage est à la fois commercial et résidentiel, par exemple) afin de promouvoir des quartiers piétons ainsi qu'une variété d'options de transport.

Le *Farmland Trust* recommande également l'expansion des programmes de conservation, et de fixer plus clairement leurs objectifs. Gérées de manière appropriée, les terres agricoles fournissent des habitats importants pour la vie sauvage, et aident au filtrage et à la constitution de réserves d'eau, ainsi qu'à l'alimentation des réserves aquifères souterraines. "Nous devons soutenir un aménagement efficace et une croissance économique adaptée afin d'orienter le développement ailleurs que sur nos meilleures terres agricoles" a déclaré Grossi. "Nous devons orienter les fonds pour la conservation vers nos meilleures terres et vers celles qui sont les plus menacées."

### **Les scientifiques cartographient le code génétique du parasite de la malaria**

Par Anne Platt McGinn

En octobre 2002, un groupe international de scientifiques a annoncé avoir réussi à cartographier le code génétique du parasite mortel de la malaria, *Plasmodium falciparum*, et celui du moustique qui transmet ce parasite aux personnes, *Amopheles gambiae*.



Parasite de la malaria, *Plasmodium falciparum*, infectant les intestins d'un moustique

Le séquençage génétique, un pas décisif dans la lutte contre la malaria, va aider les scientifiques à dévoiler les compositions génétiques du parasite et de son vecteur, et le pourquoi de notre vulnérabilité à la maladie. La recherche a déjà permis un regard nouveau sur le fonctionnement de la malaria. Comparé à d'autres microbes, il apparaît qu'une grande partie des gènes du parasite est consacrée à déjouer l'immunité de l'homme.

Les scientifiques du génome disent que le parasite de la malaria est le plus difficile séquençage qu'ils aient entrepris. Complexe, le parasite a une vie à plusieurs étapes dont une phase asexuée qui se développe dans les cellules rouges du sang humain, et une étape sexuelle qui se développe dans le moustique, vecteur de la maladie. Pour décoder *A gambiae*, les chercheurs ont séquencé, au hasard, des segments de l'ADN du génome et les ont rassemblés sur la base de croisements.

Les scientifiques prévoient d'utiliser la recherche pour développer des thérapies anti-malaria dont ont a désespérément besoin, au nombre desquelles des insecticides qui respectent l'environnement, de nouveaux médicaments, et des vaccins. Environ 2,5 milliards de personnes - 40% de la population humaine mondiale - risquent d'être atteintes de la maladie. Près de 5'000 personnes, en particulier des enfants en Afrique sub-saharienne, meurent de la malaria chaque jour. Alors que la science moléculaire a un rôle à jouer dans la grande lutte contre la malaria, la majorité des victimes de la maladie manquent des ressources pour payer les objets de base présentement disponibles pour lutter contre la malaria, comme les moustiquaires pour les lits, et des médicaments.

**Les compagnies d'assurance préviennent que le réchauffement climatique coûtera annuellement 70 milliards de dollars:**

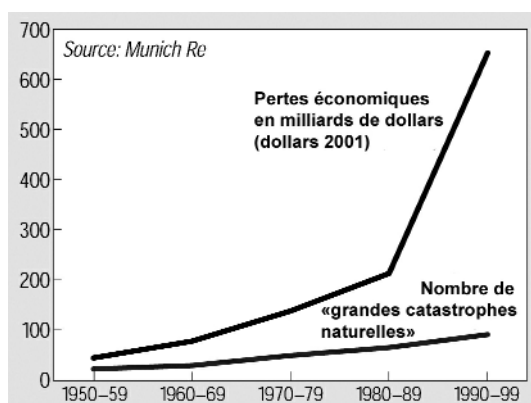
Par Arunima Dhar

Selon Munich Re, une des plus grandes compagnies d'assurance au monde, les désastres naturels pourraient coûter jusqu'à 70 milliards de dollars en 2002. Les experts du secteur assistant réunis à New Delhi en Inde en octobre 2002, attribuèrent la vaste majorité des dommages au changement climatique. En septembre, les catastrophes naturelles avaient déjà coûté aux pays et aux communautés une somme estimée à 56 milliards de dollars.

Dans son propre rapport, le Programme des Nations unies pour l'environnement a estimé que les pertes annuelles au cours de la prochaine décennie atteindraient près de 150 milliards de dollars si la tendance actuelle se poursuivait. Intitulé "*Les changements climatiques et l'industrie des services financiers*", le rapport a estimé que les pertes dues aux catastrophes naturelles semblent doubler chaque décennie, et qu'elles sont évaluées à mille milliards de dollars depuis 15 ans.

"Le changement climatique, lié aux émissions de l'homme, est déjà en marche" a déclaré M. Klaus Toepfer, chef de l'UNEP. "Le monde fait face à une augmentation des climats extrêmes - des événements comme ceux dont nous fûmes témoins en 2002 - qui aura un impact sur chaque élément de notre vie, dont l'agriculture, la santé, l'approvisionnement en eau, la vie sauvage." Les inondations en Europe en août 2002, les pires depuis 150 ans, ont provoqué des pertes assurées évaluées à 5 milliards de dollars. Le typhon Rusa qui a frappé la Corée du Sud à la fin d'août et au début septembre 2002, a coûté 6,6 milliards de dollars.

Les compagnies d'assurances et les banques spécialisées dans la réassurance sont chaque jour plus préoccupées par les effets potentiels du changement climatique. Une apparition continue d'événements climatiques extrêmes pourrait anéantir les capacités de paiement de l'industrie. Des experts en gestion des entreprises ont prévenu que des procès pourraient être intentés contre des cadres ayant échoué à protéger leur entreprise contre les risques liés au climat. "L'industrie de l'assurance est la première menacée par les effets du changement climatique", a déclaré Franklin Nutter, le président de l'Association américaine des compagnies de réassurance. Et d'ajouter: "Il est clair que le réchauffement de la planète pourrait mettre l'industrie en faillite"



Swiss Re, Munich Re, Gerling, Skandia, Storebrand, et d'autres grandes entreprises de l'assurance cherchent des partenariats entre le public et le privé pour couvrir une partie des pertes assurées liées aux catastrophes naturelles. Swiss Re a également envoyé un questionnaire à ses clients pour les inciter à combattre les changements climatiques.

Selon Toepfer, "considérant leur poids financier, ces institutions pourraient déplacer les marchés, et les esprits, et concourir à

développer un monde moins pollué, en meilleure santé et moins vulnérable, pour le bénéfice de l'économie mondiale et des populations dans le monde entier."